

14 mai 2001 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les inégalités croissantes entre les pays riches et les pays pauvres, la "mondialisation de la solidarité", la situation économique des pays les moins avancés et les différentes modalités de l'aide internationale à ces pays, Bruxelles, le 14 mai 2001.

Majesté,

Monsieur le secrétaire général des Nations Unies,

Messieurs les présidents,

Madame et messieurs les Premiers ministres,

Madame la Présidente du Parlement européen,

Monsieur le secrétaire général de la CNUCED,

Mesdames, messieurs,

Voici déjà longtemps que je parcours le monde, un monde de plus en plus placé sous le signe du paradoxe et du contraste.

Ici, des sociétés industrialisées qui, même si la pauvreté n'y a pas disparu, même si, pire encore, elle ne recule pas depuis des années, n'ont jamais été aussi riches, aussi assurées de leur prospérité, je dirais d'une certaine façon aussi arrogantes.

Là, des pays qui étaient encore déshérités au lendemain de la dernière guerre, qui accomplissent des progrès prodigieux et qui, parce qu'ils profitent de la croissance économique mondiale, rejoignent à marche forcée le peloton de tête.

Ailleurs, des nations qui souffrent, des inégalités qui se creusent entre les hommes et entre les Etats, la misère qui frappe un nombre considérable d'hommes, de femmes et d'enfants.

A ces contrastes violents, à cette injustice fondamentale, nous ne pouvons pas, nous ne devons pas nous résigner.

Il est de plus en plus évident que le devoir de solidarité s'impose comme l'impératif politique et moral de notre temps.

De par le monde, un milliard d'hommes survivent à peine, sans espoir de jamais franchir le seuil de pauvreté. Deux milliards d'hommes - le tiers de l'humanité - disposent pour vivre de moins de deux euros par jour !

Dans leur sécheresse, ces chiffres disent l'effrayante précarité de vies mutilées par la faim, la pénurie d'eau potable, l'analphabétisme, la maladie et l'absence de soins, les conflits armés, l'oppression politique souvent, et la mort prématurée.

Dans 49 pays, africains pour la plupart, la majorité de la population subit le drame du non-développement. La communauté internationale n'a pas le droit d'exclure ainsi plus de 600 millions d'êtres humains ! Plus que jamais, nous devons assumer ensemble notre devoir d'humanité. Je souhaite que cette troisième Conférence des Nations Unies nous permette d'affirmer avec force trois principes en forme d'ambitions.

Les pays les moins avancés doivent être aidés : c'est la mondialisation de la solidarité.

Les pays les moins avancés doivent être intégrés : c'est la mondialisation au service de tous. Et les pays les moins avancés doivent s'engager et agir. Au soutien apporté, doivent répondre la responsabilité et la volonté de celui qui reçoit. Rien ne se fera qu'ils n'aient eux-mêmes décidé. En premier lieu, les pays les moins avancés ont besoin de ressources pour amorcer leur croissance. Ils demandent au monde l'investissement initial sans lequel rien ne peut se faire. Cette revendication est légitime. Il est de l'intérêt de tous de répondre à leur appel. Ces pays pauvres sont en réalité les quartiers pauvres du village planétaire. Notre impuissance collective à assurer le progrès pour tous défigure et fragilise la réussite économique et sociale dont se targuent les pays industrialisés, de même que la persistance de la pauvreté chez nous trahit l'insuffisance de nos politiques sociales.

La situation des PMA n'est pas neutre sur le monde. S'ils occupent peu de place dans les flux commerciaux internationaux, leur évolution nous affecte. Les conflits armés alimentent les trafics illicites. La pauvreté et l'insécurité incitent à la production de drogue, à la prolifération du crime organisé, à l'organisation de filières d'immigration clandestine. La lutte pour la survie accélère la dégradation des sols, l'épuisement des ressources en eau, la déforestation et le pillage des ressources naturelles. L'absence de développement est un facteur de crise et nous prive d'un potentiel immense de dynamisme économique et culturel, source d'enrichissement pour tous. Aider les PMA participe de la bonne gestion des biens publics mondiaux que sont la paix, la prospérité, l'environnement, la diversité culturelle.

Exclus des flux financiers internationaux, souvent étouffés par la dette et surtout par le manque de perspectives économiques, les PMA n'attirent pas les investisseurs privés. Comment surmonter ce handicap ?

D'abord par l'allègement de leur dette, allègement qui est en bonne voie. Le régime mis en place au profit des plus endettés lors du Sommet du G8 à Lyon, en 1996, a été amélioré d'année en année, jusqu'à permettre l'annulation presque totale des créances. Il représente pour la communauté internationale dans son ensemble un effort global de 60 milliards d'euros. Et la France est fière d'y contribuer à elle seule pour 10 milliards d'euros. En outre, afin d'éviter la reprise de l'endettement, la France propose que la Banque Mondiale octroie des dons aux PMA pour financer certains projets sociaux.

Pourvu que nous restions actifs, une quarantaine de pays atteindront ainsi deux objectifs fondamentaux : l'élimination du surendettement et l'engagement de programmes sociaux d'envergure contre la pauvreté.

Dans le même temps, il faut accroître l'aide au développement. En 1990, nous nous étions engagés à consacrer aux PMA 0.2 % de notre PNB. Hélas, nous sommes loin du compte. A l'exception remarquable de certains pays nordiques et des Pays-Bas, les pays de l'OCDE ont diminué leur aide de près de la moitié au cours des dix dernières années. Les pays riches doivent profiter de la croissance retrouvée pour accroître leur aide et l'orienter davantage en faveur des plus pauvres. De plus en plus nombreux sont ceux qui, dans le monde privilégié, attendent d'eux qu'ils tendent la main aux plus vulnérables, qu'ils se montrent plus généreux à l'égard des plus défavorisés.

La France, quant à elle, s'attache aussi à améliorer la qualité de l'aide. Celle-ci sera progressivement déliée, dans le respect de l'accord conclu au Comité d'aide au développement. Elle sera affectée en concertation plus étroite avec les autres donateurs, et surtout avec les pays bénéficiaires. La société civile sera mieux associée à l'élaboration et à l'exécution des programmes.

Je crois indispensable enfin la mobilisation des initiatives privées. Elles contribuent au rapprochement entre les hommes et intéressent plus directement nos concitoyens à l'effort de solidarité internationale. Je souhaite donc qu'en France, les avantages fiscaux réservés aux dons soient accrus, de façon à inciter au financement d'actions humanitaires et de développement. L'aide est essentielle mais elle n'est pas suffisante. Il faut aussi intégrer les PMA dans une mondialisation au bénéfice de tous, une mondialisation qui tienne pleinement compte de leurs spécificités.

Il faut les aider à accéder aux financements internationaux. Beaucoup reste à faire. L'F M I et la

infect les aider à accéder aux marchés internationaux. Beaucoup reste à faire. Le F.M.I. et la Banque Mondiale doivent, à cet égard, jouer un rôle central.

Pour permettre aux PMA de mieux tirer parti de la liberté du commerce, l'Europe, vous le savez, a décidé l'ouverture de ses marchés à tous leurs biens, sauf les armes. L'ensemble du monde développé devrait s'inspirer de cette décision. Le dispositif retenu vient en complément des préférences accordées aux pays couverts par les accords de Cotonou. Nous avons veillé, et nous continuerons à le faire, à ce que toutes les mesures soient prises pour que le nouveau régime n'ait pas d'impact négatif sur les productions d'autres régions défavorisées. Je pense en particulier au cas du sucre, sur lequel la France sera très vigilante.

Pour aller de l'avant, l'Europe propose un nouveau cycle global, où l'amélioration de la régulation du commerce international accompagne son ouverture. Les pays en développement y trouveront la garantie de leurs débouchés. En même temps, les PMA ont besoin de mécanismes qui les aident à mieux s'intégrer, qui protègent leurs productions, qui favorisent la stabilité des cours et stimulent l'intégration régionale.

Une meilleure régulation internationale des autres phénomènes globaux est indispensable au développement durable des PMA. Lutter contre le réchauffement climatique, dont ils sont les premières victimes & préserver la biodiversité, notamment en soumettant l'usage des OGM au principe de précaution & prévenir et réprimer le crime organisé, le pillage des ressources, comme on l'observe, hélas, dans certains pays. Sur tous ces sujets, les pays industrialisés doivent assumer toute leur responsabilité.

Ces réglementations internationales, disciplines nécessaires à une mondialisation humanisée, ont besoin de l'adhésion de tous. C'est pourquoi je plaide pour une meilleure représentation politique des PMA. Si, comme je l'ai proposé en août dernier, la France accueille en 2003 un sommet informel de pays représentatifs du monde dans sa diversité, elle fera toute sa place au groupe des PMA.

Ouvrir la mondialisation aux PMA passe enfin par la reconnaissance de leur apport culturel.

Sachons mesurer tout le parti que le monde moderne tirera de leurs savoirs, de leurs organisations sociales, de leurs créations. Ainsi seront-ils eux-mêmes convaincus qu'ils peuvent se tourner vers l'avenir sans renier leur passé, qu'ils peuvent cultiver la fierté de leurs civilisations, les faire évoluer et épouser la modernité. Telle est d'ailleurs l'une des ambitions nouvelles de la Francophonie. Je souhaite que les institutions multilatérales consacrent beaucoup plus de programmes aux civilisations africaines, amérindiennes et asiatiques.

Mais l'aide et l'insertion ne seront efficaces qu'en appui à des projets nationaux. Nous connaissons mieux aujourd'hui les conditions qui doivent être réunies pour qu'une société s'engage dans une croissance durable et, comme l'on dit aujourd'hui, soutenable. Elles s'articulent autour de quatre idées-force : construire la légitimité politique. Assurer les bases sociales du développement. Mettre en place les infrastructures fondamentales. Permettre à la population de créer des richesses. Ce sont d'ailleurs les lignes directrices des plans de développement pour l'Afrique préparés par plusieurs chefs d'Etat africains, dont le Président OBASANJO du Nigeria, que je salue amicalement.

Première idée-force : la construction d'un système politique démocratique et pacifique apte à concentrer les énergies nationales sur le développement économique et social. Voilà pourquoi la recherche de la paix est si prioritaire. Voilà pourquoi il faut être sévère vis-à-vis des gouvernements tentés par l'aventure extérieure ou le règlement par la force des difficultés intérieures.

Certes, le chemin de la démocratie est long et semé d'embûches. Nul n'imagine que l'Etat de droit émerge en un seul jour, surtout dans des nations de fraîche constitution, qui rassemblent des communautés souvent rivales, aux frontières tracées au hasard de l'histoire, aux populations éprouvées et radicalisées par la désespérance.

Il n'empêche. Par-delà les différences culturelles, les principes du bon gouvernement sont universels. La communauté internationale ne saurait aider des régimes corrompus, oppresseurs ou prédateurs. L'éthique les réprouve. En outre, l'expansion économique est inenvisageable si les hommes et les femmes ne sont pas respectés dans leur dignité, ne peuvent jouir en confiance du

fruit de leur travail dans la sécurité, sécurité tant physique que juridique ou financière.

Deuxième idée-force, l'établissement des bases sociales du développement. Vaincre la pauvreté, c'est donner à tous accès à une eau potable, à une alimentation suffisante en quantité et en qualité, c'est reconstruire les systèmes de santé et donner la priorité absolue à la mise en place de systèmes éducatifs efficaces, assurant l'alphabétisation pour tous, filles et garçons à égalité. J'insisterai sur la lutte contre le sida, dont chacun connaît les ravages, notamment en Afrique. En 1997, à Abidjan, je plaçais pour que cesse le scandale d'un fléau où les malades les plus nombreux sont au Sud et les médicaments au Nord. J'appelais à la création d'un Fonds de Solidarité Thérapeutique. Aujourd'hui, enfin, les esprits ont évolué. On ne prétend plus borner la lutte contre le sida à la recherche du vaccin et à la prévention, condamnant ainsi à mort des dizaines de millions de malheureux déjà contaminés.

Il faut concrétiser les progrès de ces derniers mois par des accords qui portent sur la fourniture à long terme de médicaments à prix réduit et sur les productions locales. Il faut aussi mobiliser les fonds, pour contribuer au financement de ces accords et à la construction des infrastructures de soins permettant l'administration efficace des multithérapies. Tels sont les objectifs de la conférence qui se tiendra à Dakar fin novembre, comme suivi de la session extraordinaire des Nations Unies. Telles seraient aussi les missions du Fonds contre le sida, le paludisme et la tuberculose, dont les Etats membres du G8 examinent la création, avec l'appui du Secrétaire Général des Nations Unies. Je souhaite que ce projet aboutisse lors du Sommet de Gênes. Les soutiens déjà annoncés, notamment par le Président BUSH, sont de bon augure et je m'en réjouis.

Troisième idée-force : la construction des infrastructures essentielles. Energie, transports, assainissement, télécommunications, tous ces secteurs requièrent la mobilisation des financements disponibles sur des projets concrets et réalistes, établis par les pays eux-mêmes en liaison étroite avec les bailleurs de fonds. Tel est l'esprit des entreprises engagées par le G8. A Gênes, j'appuierai quant à moi le programme pour les énergies renouvelables et aussi l'initiative pour l'accès aux nouvelles technologies.

Quatrième idée-force : stimuler l'esprit d'entreprise, pour la création de richesses. La liberté d'entreprendre et la recherche du profit encouragent l'esprit de création. Des expériences répétées témoignent à l'inverse de la stérilité et de l'inefficacité des voies autoritaires. Malgré les handicaps, les PMA doivent s'engager sans restriction sur la voie de l'économie de marché, dans le cadre de l'Etat de droit.

Cela suppose que l'investissement, national ou étranger, puisse se réaliser dans un environnement institutionnel sécurisant. Parallèlement, la mobilisation des capitaux privés doit être activement encouragée, et d'abord celle de l'épargne nationale. Tel est l'objet d'un nouveau programme de l'Agence française de développement.

Nous devons en effet innover, réfléchir à des mécanismes inédits pour le financement des petites entreprises. Inspirons-nous des principes du micro-crédit, si heureusement développés à l'incitation du Docteur Mohammed YUNUS, génial inventeur de la Grameen Bank, auquel je tiens à rendre un hommage fort et particulier.

Majesté, Mesdames et Messieurs,

Par deux fois, en 1981 et 1990, la France a accueilli la conférence des PMA. A ce rendez-vous de Bruxelles, l'Europe prend le relais, main tendue portée par l'espoir.

L'espoir, parce que ces pays ont progressé. Leurs dirigeants, toujours plus nombreux, font le choix de l'ouverture démocratique et de l'économie de marché. Le mirage des solutions totalitaires s'est évanoui. A l'immobilisme des partis uniques succède le réveil de la société civile, son dynamisme dès que les moyens lui sont donnés de s'affirmer. L'apparition de partis politiques dignes de ce nom, l'affirmation du rôle des femmes, la montée en puissance des associations de toute nature, autant de signes qui témoignent de la volonté de ces sociétés de prendre en main leur destin.

L'espoir, parce que les institutions chargées de l'aide au développement évoluent, heureusement. Elles s'ouvrent aux préoccupations sociales et comprennent que les équilibres économiques ne

peuvent être réalisés aux dépens des peuples. Elles admettent la nécessité de travailler ensemble. Elles apprennent les vertus de l'humilité, qu'elles connaissaient peu il n'y a pas longtemps encore, et reconnaissent qu'elles ne détiennent pas la recette du développement, car celui-ci résulte de l'alchimie toujours renouvelée d'une époque et d'un lieu. Elles acceptent mieux de dialoguer, et souvent de confier leurs programmes aux ONG internationales ou locales. C'est une bonne évolution des institutions chargées de l'aide au développement.

L'espoir, parce que la communauté internationale modifie son regard sur les pays les plus pauvres. Dans un monde globalisé, elle les reconnaît enfin comme des partenaires précieux, dotés de ressources naturelles et culturelles essentielles au monde de demain.

Non, la misère n'est pas une fatalité. Le scandale d'un monde de plus en plus riche, où les pauvres restent pauvres peut et doit cesser. Pourvu que la communauté internationale leur tende la main avec confiance et amitié, avec respect aussi, les pays les moins avancés deviendront le prochain espace de croissance économique et sociale. Ils deviendront le lieu d'une expérience inédite dont bénéficiera l'humanité tout entière.

Demain, j'en ai la conviction, les " Pays les moins Avancés " seront les " Prochains Pays Emergents ". Et je vous propose qu'ils soient désormais appelés ainsi " Prochains Pays Emergents ", en signe de notre espoir et de notre confiance.

Enfin, Mesdames et Messieurs, en qualité de Président du pays hôte des deux premières conférences, je déclare ouverte la Troisième Conférence des Nations Unies sur les Pays les moins avancés et je proclame M. Göran Persson, Premier Ministre de la Suède, qui exerce la présidence de l'Union européenne, élu, par acclamations, Président de la Conférence.

Je vous remercie.